

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

ALLIANCE PATRIOTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

PATRIOTIC ALLIANCE

LE PROBLÈME UPECISTE - 2

À mon oncle maternel Tina Kissaga de l'élite autour du commandant Makanda Pouth, et à ses compagnons d'armes, qui ont libéré la France du nazisme allemand, et qui ont été massacrés dans les maquis lors de la guerre pour la Réunification et l'Indépendance.

«C'est la même chanson tout le temps, une véritable maladie infantile, les upecistes sont toujours en train de pointer la France comme la source de leurs interminables problèmes. On dirait même que c'est la France qui a demandé à Um Nyobe de revendiquer la Réunification et l'Indépendance tout en excluant l'option de la guerre... Lorsqu'ils sont acculés et obligés de reconnaître leurs flagrantes erreurs, eh bien au lieu de les assumer pleinement, ils les réduisent globalement à une infiltration de leurs organisations par les services secrets français et camerounais, comme si elle seule pourrait expliquer toute la léthargie upeciste qui se vit aujourd'hui...».

Voici résumées, les principales critiques, après la publication de notre document «Le Problème Upeciste 1».

1. «L'ERREUR IMPARDONNABLE DES UM NYOBE».

Nous n'en parlerons jamais assez, oui nos explications ne seront jamais suffisantes, convaincantes, ni satisfaisantes. Pour nos détracteurs, il apparaît évident aujourd'hui que les Um ont commis une grossière erreur, pour d'aucuns un sacrilège et pour d'autre la profanation du mystère qu'ils se gardent tous d'avouer publiquement, celui d'avoir exigé l'Indépendance immédiate... Ils nous apparaissent donc avec ces sorties telles que nous voyons aujourd'hui : il fallait absolument que les dirigeants upecistes se préparent à la lutte armée... Les tenants d'un tel argumentaire peuvent-ils nous citer un seul pays en Afrique subsaharienne et même dans toute l'Afrique en général, qui avait obtenu son indépendance par la voie des armes, avant le Cameroun ?

Même en faisant semblant d'oublier le contexte de l'époque qui était celui du début de la guerre froide de la fin des années quarante, il paraît très important aujourd'hui pour les jeunes générations et pour le peuple en général, de rappeler le caractère exceptionnel de notre pays, qui est un cas spécial dans la FrançAfrique, puisqu'en réalité, la racine du problème upeciste est

de loin antérieure à la naissance de l'UPC. Ce qui serait apparemment une contradiction, tel que l'on va le démontrer un peu plus bas.

Comment interpréter cette affirmation du secrétaire général de l'UPC, Mpodol Ruben Um Nyobe :

« En ce qui concerne l'argument selon lequel nous devons avoir des armes pour revendiquer notre liberté, nous répondons que cela est dépassé. La lutte armée a été menée une fois pour toutes par les nationalistes camerounais qui ont largement contribué à la défaite du fascisme allemand. Les libertés fondamentales dont nous revendiquons l'application et l'Indépendance vers laquelle nous devons marcher résolument ne sont plus les choses à conquérir par les armes » [1].

2. LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE DU CAMEROUN LE 27 AOÛT 1940 [2]

Cette affirmation du Mpodol tient pour origine, la proclamation de l'indépendance de notre pays le 27 Août 1940 par un certain Philippe de Hauteclocque, qui en moins d'un mois dans le grade de commandant, s'est auto promu colonel un jour avant son arrivée à Douala, avant de devenir quelques petites années après, le « célèbre » général Leclerc...

En effet, Philippe de Hauteclocque avait quitté Londres le 6 Août 1940 en compagnie du capitaine Boislambert, de Pleven, Parent et Catroux pour Lisbonne, à bord d'un hydravion. Il arrive à Lagos le 12 Août où il est accueilli par le gouverneur anglais du territoire Sir Bernard Bourdillon et par un général du nom de Giffard, commandant des troupes britanniques. Mais contre toute attente, ce dernier ne se montre guère favorable ni à De Gaulle, ni à son envoyé en Afrique équatoriale, à savoir, le commandant Leclerc. Le consul britannique à Douala qui se trouvait en déplacement à Lagos, en revanche, ne lui était pas hostile. Aussi, il accepte de le rencontrer le 13 Août, et lui fournit, au cours de leur entretien, de précieux renseignements sur la situation au Cameroun. Il l'informe du désir pressent et manifeste des réfugiés allemands en Guinée espagnole voisin de reconquérir le Cameroun. Ceci lui fait découvrir l'extrême urgence d'intervenir. En effet, ce territoire étant sous mandat de la Société des Nations, SDN, et en même temps un ancien protectorat allemand, celui-ci peut rapidement et à tout moment se retrouver soustrait à l'autorité française. Il faut donc impérativement agir, car d'un côté, il y a la position stratégique du pays avec ses débouchés vers les autres pays de la région, et de l'autre, le potentiel économique qui est de nature à procurer des devises au gouvernement de De Gaulle dont il a considérablement besoin. Sans attendre, Leclerc charge Boislambert d'une mission d'éclaireur à Victoria (Limbe), afin d'effectuer une reconnaissance de la frontière, du Mungo, de l'estuaire du Wouri, etc... Au cours de son déplacement, ce dernier rencontre des « français libres » du Cameroun. Il retourne à Lagos riche en informations.

Le 25 Août 1940, en conséquence, sur la base des informations obtenues, Leclerc et son équipe débarquent à Victoria. Le 26 Août au matin ils atteignent Tiko où ils font la connaissance des français en provenance de Douala, venus à la rencontre d'anglais y résidant. Ceux-ci se joignent immédiatement à Leclerc. Ils sont au nombre de onze, et parmi eux, malheureusement, il y a un colonel, c'est-à-dire un plus gradé que lui. Rapidement, Leclerc se confectionne des galons de colonel pendant que Boislambert de son côté, se confectionne ceux de commandant. Cette décision comporte l'avantage de placer Leclerc au-dessus du français qui commande les forces de police à Douala, un nommé Bureau, qui, pour sa part est lieutenant-colonel.

L'Alliance Patriotique, le phœnix qui renaît toujours des cendres.

De Tiko, Leclerc et son équipe embarquent dans une vedette anglaise pour Douala. Ils sont au nombre de douze. Les tâches sont réparties, deux sont chargés de prendre possession de la poste, d'autres le camp militaire tandis que le reste s'occupe des blancs importants demeurés hostiles à De Gaulle.

Vers 17 heures, l'équipe de Leclerc rencontre des piroguiers malimba. Ceux-ci, après tergiversations, acceptent de les conduire à Douala. Ils y débarquent alors que la nuit est déjà tombée et bien avancée, et sous une pluie diluvienne. Une fois à terre, ils se dirigent vers l'église du centenaire d'où ils rejoignent le domicile du capitaine Dr Mauze. Ce dernier est réveillé par son gardien. Il sort du lit et fait venir d'autres français pro-De Gaulle, au nombre de ces derniers, le directeur des chemins de fer, un forestier, un capitaine et d'autres... dont le capitaine médecin Laquintinie chargé d'arrêter tous les anti-De Gaulle... L'imprimeur Lalanne est réveillé et il lui est intimé l'ordre d'imprimer de toute urgence des affiches à placer dans toute la ville avant le lever du jour. Le texte des affiches est composé par un certain Van de Lanoitte, rédacteur de « l'Éveil du Cameroun », un périodique colonial.

Voici le texte qui proclame l'Indépendance du Cameroun et son adhésion à De Gaulle.

«Ce matin 27 Août 1940, sur le sol d'Afrique et dans un territoire français, la France, avec ses propres armes, continue la lutte et rentre dans la seconde guerre mondiale, aux côtés de la Grande-Bretagne et de ses alliés. Elle sera présente à l'heure de la victoire après les combats dans l'honneur. Le Cameroun reprend son indépendance économique et politique. Il adhère à la France libre. Vive la France. Vive le Cameroun libre» [2].

Leclerc s'auto désigne Commissaire Général du Cameroun...

Très rapidement, le général De Gaulle arrivera à Douala où il déclara le mardi 8 Octobre 1940 :

«Le Cameroun aura sa place dans l'histoire de cette guerre et dans notre histoire nationale».

Quelques jours plus tard à Yaounde, il dira le 13 Octobre 1940 :

«Plus que jamais, devant l'exemple donné par le Cameroun Libre, je suis convaincu que nous réussirons à libérer la France par l'Empire».

C'est ainsi que, seulement deux mois après l'arrivée de Leclerc à Douala, d'un côté De Gaulle rentrera de notre pays avec les sacs pleins de devises, tandis que Leclerc lui, traînera des milliers de camerounais, et plus tard, des milliers d'africains dans la guerre contre le fascisme allemand...

Cette partie de l'histoire coloniale de la France est bien occulté par la classe politique française et aussi bien dans les manuels d'histoire français que camerounais. Mais pourquoi la France a-t-elle honte d'assumer son histoire ? Pourquoi la France a peur d'assumer sa dette envers le Cameroun et l'Afrique ? Est-ce parce que celle-ci serait impayable ou bien parce qu'il s'agit de l'Afrique ? Pourquoi ce lourd silence complice des autorités camerounaises ?

Il existe bel et bien une avenue du 27 Août 1940, une statue de Leclerc à Douala et bien d'autres symboles de la présence coloniale française à travers le Cameroun. Preuve que nous ne sommes pas contre les vestiges historiques français dans notre pays. Nous tenons toutefois à une réciprocité avec des statues de Singap Martin, de Tankeu Noé et bien d'autres... en France.

Le 27 Août 1940 n'est-il pas une date importante, incontournable même, dans l'histoire des relations entre le Cameroun et la France, qui mériterait une commémoration particulière ?

Dans tous les cas, on comprend aisément la sortie et l'attitude de Ruben Um Nyobe. Calme et serein, convaincu de tenir le bon bout et d'être du bon côté de l'histoire.

L'indépendance du Cameroun proclamée le 27 Août 1940 à Douala, a été vite oubliée après la libération de la France. Ingrate, amnésique, la France a plutôt déclenché un processus d'enchaînement du Cameroun et de l'Afrique par le biais du Franc cfa et de la FrançAfrique.

On voit bien qu'au lieu d'incriminer l'UPC des Um de ne s'être pas préparée à une guerre – qu'elle n'a pas voulue - contre la France, il vaudrait plutôt revoir le contexte historique et surtout connaître cette histoire macabre et triste de notre pays.

Nous restons convaincus que notre peuple et sa jeunesse ne resteront pas les bras croisés face à cette injustice, qu'il y aura toujours dans notre pays, des jeunes qui se lèveront, pour réclamer de la France que Justice soit faite. Le dire n'est point l'expression d'une quelconque animosité et encore moins d'une rancune à l'endroit de quiconque que ce soit comme nos ennemies nous la projettent. L'UPC n'est pas rancunière, elle n'est pas anti-française et ne l'a même jamais été comme l'a répété plusieurs fois Ruben Um Nyobe. Elle n'est pas non plus contre tout autre pays, car la tradition upeciste veut que l'UPC juge les pays, non en fonction de ce qu'ils disent, mais plutôt à la lumière leurs attitudes vis-à-vis des intérêts de notre peuple.

Nous espérons qu'en cette année du 80^{ème} anniversaire de la proclamation de l'indépendance du 27 Août 1940, les gouvernements camerounais et français, pour la première fois, marqueront cette date par une commémoration solennelle qui sera un grand moment d'exaltation de la générosité et de fraternité de notre peuple envers le peuple de France.

3. NOS ÉCHECS...ET L'ERREUR LA PLUS GRAVE DE L'UPC

Contrairement à ce que l'on pense, il n'est pas du tout difficile pour nous, d'évoquer les erreurs de notre parti puisqu'il s'agit aussi et surtout, d'un exercice d'apprentissage pour les nouvelles générations d'upecistes.

Revenant à la guerre imposée par la France contre nos populations, certaines personnes pensent avec le recul aujourd'hui qu'en persistant dans la voie de la résistance armée après les accords d'Evian de 1962 qui ont donné l'Indépendance de l'Algérie, l'UPC aurait peut-être commis une erreur, qu'elle aurait sauvé la vie à quelques cadres, en les transformant en cadres clandestins. Ceci d'autant plus – selon eux - que la France retirait ses troupes de l'Algérie pour les acheminer dans notre pays, ce qui rendait l'équilibre des forces déjà difficile, encore plus inégal, et insupportable lorsque l'on se rappelle des difficultés logistiques de l'ALNK (Armée de Libération Nationale du Kamerun).

Lorsque l'on se rappelle du caractère sanguinaire de la dictature d'Ahidjo, on devrait se poser de sérieuses questions sur la véritable portée d'un tel changement tactique. Sous ce régime, les upecistes étaient systématiquement liquidés au moindre soupçon quand ils n'étaient pas jetés en prison pour les plus chanceux.

Nous avons aussi été incapable de désenclaver la résistance armée héroïque du président Ernest Ouandie, puisque les deux tentatives d'ouverture de fronts militaires à partir du Cameroun, ont été infructueuses. La première était dirigée par le Dr Ossende Afana, tandis que la deuxième avait pour commandant, Woungly-Massaga.

Nous avons déjà évoqué l'extrême infiltration de nos organisations par les services secrets français et camerounais, ce qui a été à l'origine de notre sortie calamiteuse de la clandestinité. À mon humble avis, notre erreur la plus grave pendant ces trois dernières décennies, a été le laxisme du début des années 90, lorsque l'UPC historique sortie de la clandestinité, éprise de subjectivisme quasi pathologique, a évité la confrontation directe en acceptant la coexistence de plusieurs «UPC».

Au lieu de dire la vérité au peuple, au lieu d'une hostilité ouverte et même agressive contre l'UPC gouvernementale des Dicka-Kodock, ..., la même erreur a été plus tard répétée avec notre passivité envers le Manidem d'Anicet Ekane, car il ne peut avoir qu'un seul Mouvement upeciste s'identifiant aux Um, Moumie, Ouandie, etc...

L'existence de deux, de trois ou de plusieurs formations politiques se réclamant de l'UPC ou de l'upecisme est une supercherie, car toutes ne représenteraient, ne lutteraient et ne pourraient défendre que des intérêts différents de ceux de l'UPC originelle.

Après toutes ces décennies de prisons et de résistance clandestine, il ne fallait pas se réunir sans préalables, avec les Mayi Matip, ce qui était une source de confusion pour les populations qui ne comprenaient plus rien.

Il ne fallait peut-être pas exclure qui que ce soit, me dira-t-on. Mais toute démarche avec les renégats devait être transparente et suivie d'explications, afin d'éviter ce qui est finalement arrivé : notre capital de crédibilité durement acquis après les prisons et des décennies de résistance clandestine, a été jeté dans la boue...

Notre mutisme vis-à-vis des Kodock, Hogbe Nlend, Ntumazah et même de Woungly-Massaga a été extrêmement préjudiciable à l'UPC, comme si nous nous reprochions de quelque chose...

Il faudrait le dire clairement aujourd'hui, il n'existe qu'une seule UPC que nous sommes les seuls à représenter (Henriette Ekwe, Theophile Moyo, Patient Parfait Ndom, Hilaire Hamekoue, Pouhe, Fogue, etc...) avec les différents cadres upecistes sérieux, des structures de l'UPC gouvernementale, de l'UPC Manidem et du Manidem.

C'est à partir du Rassemblement de tous ces cadres que se fera la refondation de l'UPC !

Il n'y a pas de conditions préliminaires pour contribuer à ce rassemblement, si ce n'est le strict respect de la culture d'organisation et de fonctionnement de l'UPC. Car par exemple, comment comprendre la «passivité» trahissante d'un Baleguel régulièrement élu dans un congrès, mais englué dans une « coexistence pacifique» avec un Bapoooh nommé par le gouvernement camerounais ?

Comment expliquer la « coexistence» et la collaboration active d'une présidente élue par un congrès, avec un secrétaire général nommé par le gouvernement ? Tout ceci, au détriment du bon nom de l'UPC !

Anicet Ekane a tout le droit de créer un parti, mais si ce parti se dit upeciste, il devra s'aligner dans le Mouvement upeciste.

C'est cette confusion savamment conçue dans des officines en dehors de l'UPC, et minutieusement mise en pratique par des pseudos upecistes, que nous allons mettre fin !

Le Rassemblement upeciste actuel n'exclut personne. Tout camarade se réclamant upeciste est le bienvenu, même ceux qui ont activement collaboré avec le régime, puisque nous savons clairement qui ils sont et qui est qui...

Par contre, tous ceux qui persisteront à se réclamer de l'UPC tout en œuvrant hors du Rassemblement, seront impitoyablement combattus.

Au moment où le gouvernement est convaincu d'avoir asséné le dernier «coup fatal» à l'UPC, en l'excluant de la vie politique du pays, l'heure est à l'union de toutes les énergies upecistes.

Nous en avons vu d'autres ! Nous avons survécu aux massacres, aux prisons et à l'exil...

Aux véritables upecistes, de ne jamais oublier que nos ennemis et adversaires politiques préfèrent toujours, un upecisme sans l'UPC et sans les upecistes, qu'ils préfèrent toujours un «upecisme» contre l'UPC !

Aux véritables upecistes, de ne jamais oublier que pour nos adversaires, le bon upeciste, l'upeciste bien apprécié est un upeciste mort !

Pendant que nous sommes vivants, nous sommes pourchassés et combattus, il suffit de tomber, comme nos héros upecistes, pour que tels des charognards, ils apparaissent de partout... pour encenser...

4. L'APPEL UPECISTE POUR UNE VÉRITABLE RÉUNIFICATION

De tous les partis politiques du pays, l'UPC est celui qui est le mieux placé et le plus habilité à parler de la Réunification ; celle-ci étant une notion-créature, une revendication purement et essentiellement upeciste.

L'intérêt pour la Réunification n'est apparue pour la France que lors de la matérialisation de sa décision d'exterminer l'UPC, d'instaurer dans notre pays, un système politique sans elle et contre elle, selon l'expression de Pierre Messmer. Ce n'est qu'à ce moment, à la fin des années cinquante, après l'assassinat de Ruben Um Nyobe, que la France a introduit la Réunification dans le programme politique de ses valets (Ahidjo et Cie).

L'UPC n'est donc pas responsable de ce qui se vit dans le pays depuis l'indépendance, et qui n'a rien à voir avec la Réunification préconisée par l'UPC, et pour laquelle les Dirigeants de l'UPC rencontraient leurs frères « anglophones » au début des années cinquante.

Pour notre parti, la Réunification était une condition préliminaire, sine qua none pour l'indépendance.

Il suffit de rappeler aujourd'hui comment le président Ernest Ouandie, qui n'avait pas reconnu l'indépendance du 1er Janvier 1960, avait désapprouvé la conférence de Foumban, en conseillant les Foncha, Bernard Fonlon, Egbe Tabi, Nzo Ekangaki, Tanden Muna etc... de ne pas s'y rendre, en optant pour la résistance armée, et en entrant au maquis la même année 1961.

Il est extrêmement important aujourd'hui d'éviter les erreurs des années soixante, lorsque les élites «anglophones» ont tourné le dos à l'UPC, la laissant seule, face au néocolonialisme

français et ses laquais. Il est crucial aujourd'hui, que les «francophones» en général et les upecistes en particulier, se mobilisent pour une solution véritablement fraternelle et juste du Contentieux Historique au Cameroun Occidental.

C'est la raison pour laquelle l'UPC invite les patriotes du Cameroun Occidental à une concertation, pour renouer les vieilles relations d'amitié et de fraternité, et relancer les conversations de Kumba des années cinquante pour une véritable Réunification.

Ce 25.03.2020

Daniel Yagnye Tom.

[1]- Ruben Um Nyobe ; *Écrits sous maquis*, Ed. L'Harmattan, Paris 1989

[2]- Enoh Meyomessse ; *Le Coup d'État du colonel Leclerc à Douala puis à Yaoundé*, Communication privée